

gouvernement des États-Unis s'est élevée à 1,300 millions de dollars. Tandis que, pour la même année, l'aide fédérale à la recherche médicale au Canada s'élevait à environ 15 millions.

Je sais que ce n'est pas la seule réponse, mais qui peut s'étonner de voir nos enseignants dans le domaine médical continuer à émigrer? J'affirme qu'il faut mettre fin à cet exode. J'ai signalé—comme le député de Simcoe-Est—que quatre écoles médicales avaient du mal à maintenir leurs propres normes. Cette question d'assistance fédérale à la recherche est assurément une question pressante.

Je voudrais en terminant signaler que bien que nos écoles de médecine doivent évaluer leur programme à nouveau—je n'adresse pas de reproches au gouvernement à ce sujet, car ce n'est pas mon propos ce soir—le gouvernement fédéral devrait accroître sensiblement son aide aux recherches médicales au Canada. Par exemple, l'Ontario a élaboré un programme quinquennal de 300 millions en vue d'agrandir les écoles de médecine existantes et d'en construire d'autres. Je soutiens que ces écoles ne vaudront rien, si nous n'avons pas les professeurs voulus pour y enseigner.

De concert avec le député de Simcoe-Est qui a amorcé le débat, je prétends que l'excellence des recherches attire les professeurs. La situation sera excellente ou critique dans la mesure où les dépenses fédérales seront réalistes. Le gouvernement fédéral doit lancer une campagne—un programme-éclair, comme le répète si souvent le député de Simcoe-Est—en vue de former des médecins. J'avertis la Chambre et la population canadienne que la crise est beaucoup plus imminente que nous le croyons.

Il est regrettable, monsieur l'Orateur, que ces questions inscrites au *Feuilleton* aient été déclarées irrecevables. Le budget des dépenses était à l'étude et l'Orateur avait parfaitement le droit de déclarer mes questions irrecevables. Mais, parce que le gouvernement ne s'en est pas occupé lors de l'étude des crédits, je suis obligé de la soulever encore une fois.

Je suis certain qu'un grand nombre de députés se préoccupent de la situation et sont mécontents.

J'espère seulement que la Chambre des communes va s'occuper de questions de ce genre dans les jours qui vont suivre. En effet, monsieur l'Orateur, que pourrait-il y avoir de plus grave pour notre jeune et grand pays qu'une pénurie de médecins? Je ne prétends pas qu'il faille en blâmer quelqu'un. Je dis tout simplement au gouvernement que, selon moi, une partie de la solution

à ce grave problème, mais une partie seulement, ce serait l'octroi de montants réalistes à nos institutions médicales pour leur permettre de faire des recherches.

Mme Margaret Rideout (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a étudié avec soin le rapport Gundy ainsi qu'une série d'autres rapports antérieurs traitant de l'accroissement de l'aide fédérale à la formation des personnes devant fournir des soins médicaux.

L'annonce du premier ministre relativement à la création d'un Fonds pour les services de santé qui disposera de 500 millions de dollars et qui sera rétroactif au 1^{er} janvier 1966, dès que la Chambre aura adopté les mesures nécessaires, devrait constituer un pas important dans cette voie. On l'établit présentement en étroite consultation avec les provinces et les institutions intéressées. Ce fonds, et d'autres formes d'aide fédérale accrue aux universités, comme, par exemple, dans le domaine de la recherche médicale, sera une première mesure importante, qui sera sans doute révisée périodiquement selon les résultats obtenus.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE—LA STABILISATION DU COÛT DE LA VIE

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, lundi dernier, j'ai posé la question suivante au premier ministre, comme en fait foi la page 2290 du *hansard*:

Vu que c'est la semaine du consommateur et que le premier ministre l'a personnellement approuvée, le très honorable représentant entend-il prendre cette semaine des mesures pour enrayer l'augmentation du coût de la vie?

On a refusé de répondre à ma question comme on l'a déjà fait à plusieurs reprises lorsque j'ai tenté de signaler la hausse du coût de la vie au pays.

Tout comme un grand nombre de gens, je me préoccupe vivement du manque d'intérêt du gouvernement chaque fois que cette question est soulevée à la Chambre. D'autres députés l'ont soulevée à maintes reprises et, chaque fois, leur demande a été écartée et rien n'a été fait. Je tiens à souligner que c'est un problème très grave. Le coût de la vie a atteint un sommet sans précédent au Canada.

Selon les économistes, la hausse des prix ne devrait pas excéder 2 p. 100 par année. L'an dernier, les prix ont augmenté de 3.1 p. 100 au Canada. Cette augmentation visait des articles comme la nourriture et le logement.